

polémiques

+ RÉGIONS



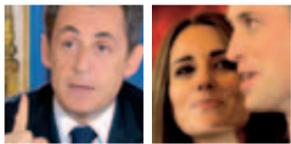
LE ZOOM
Comment la high-tech modifie
nos comportements. P.18 & 19

LE DÉCODAGE
Pourquoi les journalistes français se
laissent rabrouer par Sarkozy. P.17

humeur

OLIVIER MOUTON

**AH SI NOUS AVIONS
LE GLAMOUR
ET LE PANACHE...**



© AFP, AP.

Parfois, on se réveille le matin avec l'envie de vivre dans un vrai pays. VRAIMENT grand. Avec la fierté du drapeau, la clarté du projet national et le souci de la controverse bien sentie. Un pays où l'on ose prendre des décisions courageuses, où deux camps s'affrontent en toute limpidité. Un pays où l'on se prépare avec impatience à accueillir de grands événements, des princes, des princesses, des stars du ballon rond. Le royaume du glamour et du panache ! Mais qu'est-ce qui nous fait songer de la sorte au moment du café au lait ? Quelques images...
Mardi, Johan, notre conciliateur royal, tente de nous confier son optimisme : les contours d'une réforme de l'Etat ne sont pas loin (surper !), mais... oui, bien sûr, cela restera (fort) compliqué pour la loi de financement. Il est bien, Johan. Mais des voix pessimistes s'expriment derechef. Gros soupir... L'immobilisme nous colle à la peau. Au même moment, en France, Nicolas Sarkozy défend sa réforme, et en annonce d'autres sur toutes les chaînes de télé. Oh, il est contesté, sur le fond et sur la forme, mais par des adversaires au verbe haut. La polémique est franche. Toujours au même moment, l'Angleterre est en liesse d'apprendre les fiançailles du prince William avec la jolie Kate. Des noces que l'on annonce sobres, sur fond d'un plan austerité bel et bien décidé. Soudain, on se dit que dans ces grands pays, cela BOUGE ! On est d'accord ou pas d'accord avec les décisions, on se réjouit ou on crie face aux paillettes. Mais on VIT. Quand hier, on lit entre les lignes d'un rapport intermédiaire de la FIFA que l'Angleterre est favorite pour accueillir la coupe du Monde de foot 2018, que les chances de la Belgique s'amenuisent, on a envie de pleurer. Futile ? La goutte d'eau... Vous avez vu de la ferveur pour défendre ce rêve, vous ? Parfois, on a envie de déménager dans un pays VRAIMENT grand...

Statistiques religieuses : un tabou à briser ?

« LE SOIR » révélait, mercredi, une nouvelle évaluation de la population musulmane du Royaume. Des statistiques confessionnelles qui font débat.

« C'est cacher la réalité qui alimente les extrémistes »

La publication de vos évaluations de la population musulmane du pays (1) suscite la polémique. Le regrettez-vous ?

Pas du tout ! Prenez-le comme un acte de protestation de ma part face au refus du monde académique et politique, même dans les milieux dits « progressistes », de prendre au sérieux certaines réalités sociales. En fait, c'est en lisant Le Soir de samedi, qui ouvrait le débat sur la possibilité d'une majorité musulmane à Bruxelles en 2030, que j'ai voulu objectiver la situation. Les organisateurs admettaient qu'ils comptaient en débattre sans disposer d'un état des lieux statistique. Surréaliste !

Selon vos chiffres, plus d'un Bruxellois sur cinq (22 %) est musulman...

Et leur proportion devrait grimper à 30 ou 33 %, d'ici à 2030, puis se stabiliser. Jamais ils ne seront majoritaires. En fait, Bruxelles est et restera interculturelle. Actuellement, déjà, plus de 71 % de la population bruxelloise est d'origine étrangère. Les 22 % de musulmans représentent à peine un tiers de cette population majoritaire, qui va le rester, étant donné les flux migratoires.

Ne craignez-vous pas la récupération de ces chiffres, leur exploitation par les extrémistes de tous bords ?

Quand j'ai commencé à publier des chiffres sur l'immigration, l'asile ou l'islam, voici quatre ans, on m'a accusé d'alimenter les thèses d'extrême droite. Demandez-leur donc ce qu'ils pensent de moi ! En réalité, c'est dissimuler la réalité sociale qui donne des arguments aux extrémistes.

Vous prétendez aider les musulmans...

Oui, car pour compter, on doit pouvoir se compter... En livrant ces chiffres, qui sont, je le rappelle des estimations, et pas le résultat d'un recensement, j'invite les décideurs politiques et les citoyens à ouvrir les yeux sur une réalité qu'ils préfèrent dissimuler. Mais j'invite aussi les musulmans à prendre conscience de leur poids réel dans la société. Ils trouveront là matière à exiger la place qu'ils méritent. Et qu'on leur refuse.

Concrètement ?

En exigeant une lutte efficace contre la discrimination à l'emploi dont ils font l'objet. Ou en obtenant la part de financement public qui est due au culte musulman, alors que l'Eglise catholique continue à mobiliser scandaleusement la plus grosse part du gâteau ! ■

Propos recueillis par
RICARDO GUTIÉRREZ

(1) Tous les chiffres, commune par commune, à l'adresse swar.be/musulmans



Jan Hertogen

Sociologue, auteur de l'étude qui réévalue à la hausse le nombre de citoyens de confession musulmane (ils seraient 623.000, alors qu'on évoquait jusqu'à présent le chiffre de 400.000).

« L'Etat doit investir dans la collecte de données »

Que reprochez-vous à la démarche de Jan Hertogen ?

Il livre des chiffres précis, sans marge d'erreur, qui donnent l'apparence d'être le résultat d'une démarche scientifique, alors qu'il n'en est rien. Pour estimer le nombre de musulmans, il transpose à nos populations d'origine musulmane des coefficients d'appartenance à l'islam tirés d'un sondage allemand. Mais la population turque d'Allemagne est-elle comparable à la population turque de Belgique ? Leur histoire migratoire est différente, de même que leurs réseaux sociaux. L'extrapolation est hasardeuse. Ce n'est pas de la science. Ses chiffres relèvent de ce qu'on appelle les « educated guesses ». Pas de la démographie ou de la sociologie quantitative.

Jan Hertogen dit que sa méthode est le seul moyen d'approcher la réalité...

Il prend des risques que ne prendrait pas le monde académique. Si on souhaite savoir combien de musulmans pratiquants compte le pays, organisons une enquête de grande échelle, avec un échantillon représentatif aléatoire de taille suffisante et une méthode d'échantillonnage appropriée. Les Pays-Bas ont eu recours à cette technique, qui livre une estimation fiable. Je n'ai rien contre l'idée de mesurer le nombre de musulmans, mais il faut le faire selon les règles de l'art.

Personne ne semble s'y mettre...

Nous ne disposons pas de chiffres fiables et valides en Belgique. Uniquement des estimations très imprécises. Ne faisons pas semblant d'aboutir à des données précises alors qu'il n'en est rien. Il faut aussi se poser la question de l'utilité de ces données. S'il s'agit de rééquilibrer le financement des cultes, faisons comme en Allemagne où le contribuable décide sur sa déclaration d'impôts à quels cultes ou philosophie il accorde sa contribution, par le biais de la fiscalité.

Certaines données restent taboues ?

En Belgique, l'Etat n'a pas le droit de récolter des données sur les opinions politiques, la confession, l'origine ethnique ou l'usage

des langues. La Flandre a recours aux statistiques ethniques pour combattre les discriminations à l'emploi. Côté francophone, leur usage reste tabou : on craint qu'elles stigmatisent certaines populations ou permettent à l'Etat d'organiser une discrimination ciblant certains groupes. Mais les réticences diminuent. Il est temps que l'Etat investisse dans la récolte de données fiables. Des démographes et des sociologues sont prêts à s'y atteler, y compris dans les administrations. ■

Propos recueillis par
R. G.



Dirk Jacobs

Professeur de sociologie à l'Université libre de Bruxelles (ULB), membre du Groupe d'études sur l'ethnicité, le racisme, les migrations et l'exclusion (Germe).

lesoir.be

11:02



Julie Huon
vous
répond,

sur l'inoxydable raz-de-marée Harry Potter, au cinéma comme en littérature. Logique ? Regrettable ? Génial ? Consternant ? Postez vos questions dès 10 heures sur www.lesoir.be/polemiques/

le buzz du monde

Elle peut bien dire merci ! Angela Merkel a lancé une campagne de charme plutôt inattendue auprès de ses administrés. Dans une lettre publiée dans les quotidiens allemands pour 2,8 millions d'euros, la chancelière a remercié ses compatriotes pour avoir « surmonté la crise économique ». « Merci, chers citoyennes et citoyens », lance-t-elle avec son habituel sourire de « gamine » (ainsi l'appelait Helmut Kohl). Oui, la chancelière peut dire

merci ! Ce n'est pas à son gouvernement que l'Allemagne doit l'incroyable reprise économique qu'elle est train de vivre : 3,4 % de croissance attendue cette année, du jamais vu depuis la réunification ! Cette situation ne s'explique pas par une bonne gouvernance mais par un concours de circonstances. D'abord, la reprise de la demande mondiale a tiré vers le haut les exportations, moteur traditionnel de la croissance. Par ailleurs, ce ne sont pas

les « mesurette » gouvernementales qui ont fait bouger le pays, mais la modération salariale conclue entre syndicats et patronat au cours des dernières années. Le dialogue social a rendu le pays très compétitif, pas le gouvernement. Enfin, le succès du chômage partiel, à l'origine de l'incroyable santé du marché de l'emploi (moins de 3 millions de chômeurs), est à mettre sur le compte du gouvernement... précédent. À BERLIN, CHRISTOPHE BOURDOISEAU

